

Analyses de genre et diversité

Projet « Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires d'Afrique de l'Ouest et du Nord »



Rapport pays : Guinée



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC
Secrétariat d'État aux migrations SEM



HELVETAS



Terre des hommes
Aide à l'enfance.



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Le projet « Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest » est un projet de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) et du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) de la Confédération suisse. Il est mis en œuvre par le consortium Helvetas Swiss Intercooperation, Terre des hommes et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Cette analyse a été commandée par Helvetas Swiss Intercooperation. Son contenu relève de la seule responsabilité de Arkayn & Company et ne reflète pas nécessairement les opinions de Helvetas Swiss Intercooperation.

Mars 2023

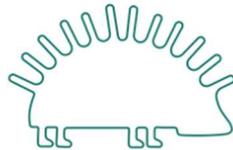
Contributrices :

- Kadiatou Konaté – Consultante Guinée
- Alexandra Deon – Directrice Arkayn & Company, coordinatrice de la mission

Arkayn & Company

Conseil en coopération internationale

www.arkayncompany.org



ARKAYN & COMPANY

Inspiring Changemakers



Table des matières

.....	1
Table des matières	3
Liste des sigles et abréviations.....	4
1. Introduction	5
1.1. Le projet « Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest »	5
1.2. Objectifs des analyses genre et diversité	6
1.3. Approche méthodologique	7
1.4. Les profils d'EJM étudiés en Guinée	11
2. Analyse intersectionnelle de la vulnérabilité	13
2.1. Vécu et projet de vie.....	13
2.2. Facteurs de diversité renforçant la vulnérabilité	16
2.3. Discriminations, risques et difficultés.....	20
2.4. Moyens de résilience et relations de pouvoir	21
3. Perspectives et recommandations.....	33
3.1. Prévenir et réduire la vulnérabilité	33
3.2. Orientations programmatiques	35
3.2. Axes de plaidoyer.....	43
3.3. Associations, structures et initiatives à potentiel	45
Annexes.....	48
Annexe 1 - Liste des participant.e.s à l'atelier de pré-diagnostic pays.....	48
Annexe 3 - Liste des consultations	49
Annexe 4 - Bibliographie.....	51



Liste des sigles et abréviations

BSPPV	Brigade Spéciale de Protection des Personnes Vulnérables
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CJFLG	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée
EJM	Enfants et Jeunes en Mobilité
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IST	Infection Sexuellement Transmissible
LGBTQI+	Lesbienne, Gay, Bisexuel·le, Trans*, Queer et Intersexe
MAEJT	Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs
MdM-BE	Médecins du Monde Belgique
MMC	Mix Migration Centre
OGLMI	Organisation Guinéenne de Lutte contre la Migration Irrégulière
OPROGEM	Office de Protection, du Genre, de l'Enfance et des Mœurs
OSC	Organisation de la Société Civile
PF	Planfiliation familiale
SSI	Service Social International
SSI – AO	Service Social International – Afrique de l'Ouest
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
SSRAJ	Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescent.e.s et des Jeunes
VBG	Violences Basées sur le Genre



1. Introduction

1.1. Le projet « Enfants et jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest »

Face à l'augmentation des mouvements de population sur le continent africain, avec une population en mobilité (interne et transfrontalier) essentiellement âgée de moins de 30 ans, le projet « *Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest* » a pour but essentiel **de renforcer de façon pérenne les systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion socioéconomique pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité (EJM) la protection et l'accès à l'éducation**. Le projet est mis en œuvre par un consortium mené par Helvetas, Terre des Hommes et la GIZ, en collaboration avec des membres du consortium élargi constitués entre autres de: ENDA, MAEJT, MdM-BE, MMC, SSI et SSI-AO, avec une première phase dans 5 pays pilotes (Guinée, Mali, Maroc, Niger et Tunisie). Le consortium ne se positionne pas de façon politique sur la mobilité, mais se positionne de manière objective et neutre par rapport aux divers types de mobilité basé sur le choix des EJM.

Trois thématiques clés structurent le programme :

1. **La protection** : renforcer et créer des dispositifs d'accompagnement protecteurs des EJM dans les espaces et sur les itinéraires de leur mobilité ;
2. **L'éducation** : favoriser l'inclusion des EJM dans les systèmes éducatifs et les accompagner dans l'acquisition des compétences de vie courantes et dans l'éveil aux métiers ;
3. **L'insertion socio-économique** : appuyer les jeunes en mobilité dans la réalisation de leurs projets de vie à travers l'acquisition de capacités et de compétences adaptées aux réalités économiques.

La digitalisation, comme volet transversal donne une opportunité aux EJM (y compris certains enfants et jeunes vulnérables de la communauté) d'accéder aux formations sur le numérique, le digital et le développement personnel. Cet objectif est atteint à travers la mise en place d'un espace Resilience Innovation Facilities (RIF).

Le projet entend agir à quatre niveaux :

1. **Communautaire**, en agissant auprès des EJM ;
2. **Institutionnel** : en renforçant et collaborant avec les systèmes et organisations nationaux, transnationaux et régionaux ;
3. **Politique** : sur les cadres législatifs et stratégies nationales et régionales ;
4. **Coopération** : avec la Suisse comme partenaire de coopération promouvant les droits des EJM.

En Guinée et pour le démarrage de cette première phase, le projet est mis en œuvre dans deux zones d'intervention : Conakry et Mamou.



1.2. Objectifs des analyses genre et diversité

Les EJM regroupent une très grande diversité de profils, plus ou moins visibles, en fonction de l'intersectionnalité¹ de plusieurs facteurs de diversité comme leur parcours et projet de vie, genre, identité de genre, orientation sexuelle, âge, handicap, statut administratif, origine ethnique, religion, langue, niveau d'instruction, moyens de subsistance, etc. Ces profils peuvent varier dans le temps (par exemple, un enfant accompagné peut devenir non-accompagné ou en contact avec la loi, un déplacé peut devenir réfugié, etc.) et leur vulnérabilité peut varier en fonction des contextes. Nous utilisons le terme **segments ou profils d'EJM** pour faire référence aux divers facteurs de diversité qui, à un moment donné dans un contexte donné, définissent un sous-groupe d'EJM.

Face à cette diversité et dans une ambition d'inclusion, le consortium du projet s'est engagé à veiller à « assurer l'équité de genre à travers un accès des filles et des garçons, des femmes et des hommes (y compris ceux en situation de handicap) aux mêmes droits et opportunités mais aussi à une équité sociale visant à corriger des inégalités de départ en tenant compte des besoins et intérêts spécifiques des EJM dans les pays d'intervention »².

L'objectif de la consultance est de **produire des analyses genre et diversité pour chaque zone d'intervention du projet** afin de mieux **orienter les activités** pour répondre aux **besoins spécifiques des segments d'EJM**, que ce soit dans l'adaptation des services offerts, la sensibilisation ou le plaidoyer.

Les objectifs spécifiques des analyses pays sont les suivants :

Objectifs spécifiques	Rapport pays
Comprendre les segments d'EJM particulièrement vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Zone d'intervention & pays • Caractérisation, relations entre les différents groupes, critères de différenciation (liés aux critères de vulnérabilité et d'exclusion), accès ou barrières d'accès aux biens et services, accès aux services de protection, éducation et insertion économique, rôles respectifs, accès aux ressources, capacités, vulnérabilités, risques, lien et interactions avec la communauté d'accueil
Proposer des OSC potentielles collaboratrices du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Proposer des OSC potentielles collaboratrices du projet et des initiatives à renforcer dans le cadre du Fonds Genre et Inclusion du projet

¹ L'intersectionnalité étudie les formes de domination, d'oppression et de discrimination, non pas séparément, mais dans les liens qui se nouent entre elles, en partant du principe que les différenciations sociales ne sont pas cloisonnées, ou encore que les rapports de domination entre catégories sociales ne peuvent pas être entièrement expliqués s'ils sont étudiés séparément les uns des autres. L'intersectionnalité entreprend donc d'étudier les croisements et intersections entre ces différents phénomènes.

² EJM Document de Projet



Donner des orientations pour adapter l'intervention et assurer un accès inclusif	<ul style="list-style-type: none"> Recommandations par pilier programmatique & zone d'intervention
Orienter les activités de plaidoyer pour l'inclusion	<ul style="list-style-type: none"> Axes de plaidoyer par zone d'intervention & par pays

1.3. Approche méthodologique³

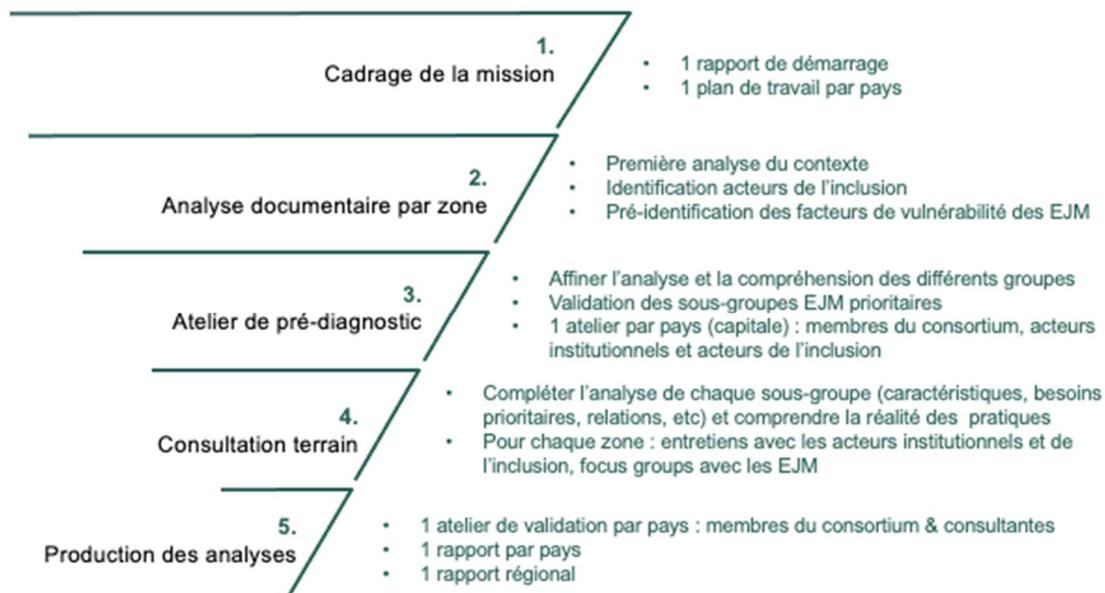
Les analyses genre et diversité des zones d'intervention sont des analyses de type qualitatives et participatives, avec une approche méthodologique harmonisée entre les cinq pays d'intervention. Pour chaque pays d'intervention et suite à une collecte d'informations, ces analyses ont été réalisées par des expertes genre nationales, avec l'appui d'une coordination internationale pour assurer l'harmonisation de la méthodologie, une même qualité d'analyse et offrir une vision régionale dynamique basée sur les résultats pays.

L'approche de ces analyses **n'est pas celle d'un travail de recherche sociologique exhaustif** – l'étude prévoyant trois jours de collecte de données primaires par zone d'intervention. L'objectif est pratique pour le projet, afin de mieux comprendre de quelle façon l'intersectionnalité des facteurs de diversité dans les divers contextes de la mobilité des EJM peut les exposer à des risques et opportunités, quels sont leurs besoins spécifiques et quels sont les acteurs pour des potentielles collaborations.

³ Le cadre d'analyse conceptuel et l'approche méthodologique sont détaillés en annexe (annexe 1 : rapport de démarrage).

⇒ Déroulé de l'étude

L'étude s'est déroulée en **cinq étapes** :



La collecte de données primaire s'est déroulée sur trois jours par zone d'intervention, et a permis de consulter⁴ :

- Les sous-groupes d'EJM vulnérables identifiés (8 focus groups – 1 focus group par sous-groupe⁵) ;
- Les acteurs institutionnels (5) et OSC (11) en lien avec les sous-groupes d'EJM identifiés (entretiens).

Lorsque, pour une raison de *Do Not Harm*, la consultation directe des sous-groupes d'EJM n'a pas été possible (EJM victimes d'exploitation ou de traite, trop forte consultation du sous-groupe), les focus groups prévus ont été remplacés par des entretiens avec des acteurs clés en lien direct avec ces EJM.

Des ateliers de validation ont été organisés dans chaque pays pour présenter aux membres du consortium les premiers résultats et pistes de recommandation, afin d'enrichir et valider les orientations pour la rédaction du rapport final.

⁴ Annexe 3 : liste des consultations

⁵ Avec environ 8 participant.e.s

⇒ **Une segmentation pour comprendre, pas pour catégoriser et figer**

Une segmentation par profils d'EJM a été réalisée pour mieux comprendre, lors de la phase de collecte de données, les facteurs de diversité principaux renforçant la vulnérabilité afin d'identifier les implications programmatiques pour assurer une inclusivité des approches. Il ne s'est pas agi de catégoriser ni de figer des profils spécifiques, un même EJM pouvant se retrouver dans plusieurs groupes du fait de la fluidité de la mobilité. L'analyse des données collectées s'est donc attachée à créer des liens et des ponts entre les différents groupes étudiés, afin de refléter cette fluidité.

Face à la multiplicité des facteurs de segmentation des EJM (âge, genre, étape dans le parcours migratoire, cause de la migration, statut, etc.) avant même la prise en compte des degrés de vulnérabilité, l'étude a adopté une approche pragmatique et empirique, en partant de segments génériques connus à date (par la revue documentaire, y compris des analyses de la phase préparatoire du projet) et évidents (pour les acteurs thématiques), pour mener le travail de recherche en entonnoir pour finalement identifier des profils d'EJM plus fins et invisibilisés jusque-là.

Individuel		Familial		Communautaire	Sociétal	
Âge	Genre / identité de genre	Non accompagné / en situation de rupture familiale	Environnement violent / abus au sein de la famille	Normes traditionnelles néfastes liées au segment (ex : mariage des enfants)	Défaillance du système de protection du segment (enfance, genre, pop. touchées par le conflit, etc...)	
Orientation sexuelle	Déjà victime par le passé de VSS	Problématique d'accès aux moyens de subsistance	Parentalité « précoce »	Violence et exploitation communautaire (traite, PFTE, prostitution)	Discriminations systémiques liées au segment	Dynamique de conflits liés spécifiquement au segment
Langue	Ethnie	Problématique de lieu de vie (sans domicile / logement insalubre, lieu de vie dans une zone à risque)		Défaillance du système de protection communautaire pour le segment		
Religion	Non scolarisé / niveau d'éducation bas	Problèmes de santé / santé mentale du tuteur ou d'un membre de la famille		Problématique de disponibilité des services de base pour le segment		
En situation de handicap (physique/mental)	Problèmes de santé physique / mentale					
Grossesse / enfants en bas âge à charge	Profil de mobilité					
Pays	Couleur de peau					

← Identification des vulnérabilités spécifiques au segment (vs. génériques liées à la zone / pays d'intervention) →

Figure 1-Grille d'analyse des facteurs de vulnérabilité

⇒ **Limites de l'étude**

Représentativité

Les analyses genre et diversité, du fait de leur dimensionnement et de la démarche méthodologique qualitative adoptée, ne relèvent pas d'une approche de recherche exhaustive. Les données collectées ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des besoins de l'ensemble des EJM vulnérables : le parti pris adopté a été de privilégier la diversité des profils,



tout en intégrant les contraintes liées au dimensionnement de l'étude, afin de mieux comprendre, identifier et prendre en compte les besoins spécifiques des profils d'EJM vulnérables consultés, avec un objectif pratique pour le programme⁶. Parmi les profils EJM étudiés, d'autres besoins spécifiques que ceux identifiés dans le cadre de l'étude peuvent exister.

Les études n'ont en outre pas pour ambition d'analyser l'ensemble des profils vulnérables d'une zone d'intervention donnée : l'équipe de consultant.e.s s'est donc attachée à forger une méthodologie d'analyse holistique et répliquable, permettant une modélisation au-delà des catégories, pouvant être appliquée pour d'autres analyses de la vulnérabilité sous l'angle genre et diversité.

Biais d'accès

Les EJM consultés ont systématiquement été mobilisés par une structure partenaire connue et acceptée par les EJM⁷, afin de garantir une approche de *Do Not Harm/Ne pas nuire*. Le biais de l'accès est donc à considérer comme élément d'analyse important : seuls les personnes/groupes auxquels un accès a été possible via une structure de mobilisation ont pu être consultés.

⁶ Un groupe d'environ 8 participant.e.s a été consulté par profil d'EJM vulnérables identifié par zone d'intervention.

⁷ Pour chaque profil d'EJM consulté, le nom de la structure partenaire est spécifiée en annexe (annexe 3 – liste des consultations)



1.4. Les profils d'EJM étudiés en Guinée

À la suite de l'analyse documentaire et de l'atelier de pré-diagnostic participatif avec les acteurs ayant une expertise particulière dans l'inclusion sociale, les profils suivants ont été identifiés pour orienter la phase de collecte de données primaires :

Profils	Zone de consultation ⁸	Caractéristiques clés
Filles et jeunes femmes guinéennes de retour, incluant des victimes de VBG et mariage précoce	Mamou	Originaires de Mamou, Dounet – souvent Peuls ou Malinké Quittent le foyer pour Siguiri, Dalaba, Conakry à la recherche d'une AGR ou chez une connaissance. Victimes de mariage précoce/forcé, violences conjugales, abandon familial 16- 23 ans
Jeunes femmes guinéennes sur le départ victimes de VBG	Mamou	18-22 ans – Jeunes femmes peul, originaire de Mamou, Dalaba, Dounet
Jeunes hommes guinéens de retour	Mamou	19-24 ans – sont partis à l'étranger en groupe d'amis de 2 à 4 personnes. Beaucoup sont d'origine peuhls Souvent de nouveau candidats au départ
Jeunes hommes guinéens sur le départ	Mamou	19-23 ans, tous originaires de Mamou et qui ont arrêté les études pour préparer le départ. Des jeunes 18-24 ans et plus inactifs ou menant des activités "aléatoires" afin d'obtenir des dépenses courantes ou de subsistance, notamment conduite de mototaxi, ouvrier/manoeuvres journalier non qualifiés sur les chantiers, au niveau des gares routiers, etc...

⁸ Il s'agit de la zone où a été identifié et consulté le sous-groupe d'EJM en question – cela ne signifie pas que l'on ne peut pas retrouver ce sous-groupe dans l'autre zone d'intervention du projet.



		Beaucoup sont d'origine des communautés locales de la région de Mamou
Jeunes femmes guinéennes de retour, victimes d'exploitation domestique dans les pays du Golfe ou ailleurs	Conakry	22-24 ans, originaires de de Guinée, sans enfants (parmi les jeunes femmes rencontrées) Ont fait le choix de la mobilité pour être domestique dans les pays du Golfe (en majorité), mais sans être conscientes du réseau d'exploitation (NB : pas considéré comme tel par les institutions guinéennes car pas d'utilisation de la force ou de la menace)
Jeunes LGBTQI+ guinéens	Conakry	Jeunes hommes homosexuels ou jeunes femmes transgenres de 20-24 ans
Jeunes femmes guinéenne en situation de prostitution	Conakry	Jeunes femmes guinéennes de l'intérieur du pays de 20-24 ans Quasiment toutes mères de famille
Filles et jeunes femmes guinéennes travaillant comme domestiques	Conakry	14-22 ans – de l'intérieur du pays (Kissidougou, Fria, Koubia, Gaoual) La majorité sont peuhl

Lors des entretiens avec les acteurs institutionnels et les OSC, d'autres sous-groupes ont été identifiés comme vulnérables :

- Les filles et les garçons en situation de rue ou de mendicité ;
- Les enfants de 0 à 5 ans abandonnés par leurs parents à l'action sociale.

Les EJM non guinéens en transit n'ont pas pu être consultés : il s'agit d'un groupe en transit, souvent de passage sur un temps court, dont la mobilisation reste compliquée. Cependant, leur profil a pu être en partie compris grâce aux entretiens menés avec les partenaires institutionnels et les OSC.



2. Analyse intersectionnelle de la vulnérabilité

Une analyse croisée par thématique est proposée, plutôt qu'une analyse par sous-groupe, afin de pouvoir refléter la fluidité de la mobilité et ne pas créer des silos.

Plusieurs thématiques sont explorées dans le cadre de cette analyse croisée :

- Le **vécu et le projet de vie** : comprendre le parcours passé, présent et futur ;
- Les **principaux facteurs de diversité** renforçant la vulnérabilité, dans une logique intersectionnelle ;
- Les **discriminations, risques et difficultés actuelles** ;
- **Les moyens de résilience et les relations de pouvoir** ;
- **L'accès aux ressources et aux services** de protection, éducation et insertion socio-professionnelle ;
- **Les besoins spécifiques.**

2.1. Vécu et projet de vie

⇒ **Facteurs déclencheurs de la mobilité**⁹,

Parmi tous les groupes interrogés, deux raisons principales semblent être à l'origine de la mobilité :

1. **La pauvreté** : il s'agit, à travers la mobilité, de pouvoir aspirer à un avenir meilleur à travers des opportunités économiques plus favorables, que ce soit dans le cadre d'une mobilité nationale des campagnes vers Conakry, notamment pour préparer leur mariage (filles domestiques notamment), ou d'une mobilité internationale, pour laquelle Mamou est une zone de départ et de transit importante. La décision de la mobilité est dans ce cas-là soit prise individuellement ou bien dans le cadre familial. Le manque d'opportunités professionnelles couplé à la pression familiale, notamment dans les familles à revenus faibles ou polygames, jouent un rôle important, notamment pour les garçons et les jeunes hommes.
2. **La rupture familiale** :
 - L'orphelinage et le tutorat par un autre membre de la famille, par exemple suite à un divorce, associés à des discriminations avec les enfants du foyer d'accueil, sont souvent à la source d'une décision de mobilité, particulièrement pour les garçons et jeunes hommes. Cette discrimination entre enfants peut aussi survenir dans d'autres cas, comme celui des familles polygames avec des discriminations entre enfants des co-épouses et violences de la marâtre ;
 - Pour les filles et les jeunes femmes, la fuite de normes sociales et traditions culturelles néfastes, telles que le mariage d'enfants et/ou forcé et les autres formes de violences

⁹ Les facteurs détaillés ici sont ceux exprimés par les EJM enquêtés.e.s lors de l'étude. Les données du MMC sur les causes de départ des EJM guinéen.ne.s confirment celles détaillées ici, puisque les cinq causes principales sont les suivantes : (1) « Fuir la pauvreté/ travailler et aider ma famille » (30%), (2) « Fuir l'exploitation » (19%) et (3) « les violences domestiques (9%), (4) « tenter l'aventure » (8%) et (5) « devenir une femme/un homme » - Étude MMC dans le cadre de la phase préliminaire du projet « Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest » (2021)



basées sur le genre (VBG)¹⁰, ainsi que le divorce entraînant souvent un rejet et une stigmatisation de la part de la famille, sont des raisons majeures à la mobilité ;

- Le rejet et la stigmatisation familiale et sociale liés à l'orientation sexuelle et l'identité de genre, pouvant engendrer des violences verbales et physiques, sont le facteur déclencheur principal de la mobilité interne des EJM LGBTQI+. La discrimination institutionnelle et le sentiment de ne pas être protégé par les lois vont déclencher une mobilité à l'international.

D'une façon générale, une mobilité justifiée par des raisons économiques est une décision de l'EJM, parfois en concertation avec sa famille, alors que la mobilité pour rupture familiale est une décision subie, répondant à des mécanismes de protection pour fuir une situation.

⇒ Type de mobilité à Mamou et Conakry

La Guinée est un pays à forte mobilité interne et de départ à la mobilité internationale des enfants et jeunes¹¹. **La région de Mamou** est une zone avec une forte mobilité, à la fois de **départ, de transit et de retour, à la fois pour des mobilités nationales et internationales**. Le poids des traditions et normes sociales y est très important, avec de nombreux cas de mariages d'enfants et/ou forcés, notamment au sein de l'ethnie peul, majoritaire dans la région, provoquant des départs vers Conakry ou vers l'international des jeunes filles victimes de mariages précoces. Mamou est un point de convergence important des EJM guinéens à la recherche d'un avenir meilleur pour un départ à l'international, mais aussi lors du retour.

Conakry est une **zone de destination d'une grande partie des mobilités nationales** des EJM guinéens, qui cherchent à la fois des opportunités économiques et à fuir le poids des traditions familiales. C'est notamment le cas pour :

- Les jeunes femmes en situation de prostitution, qui ont quitté leurs villages à la fois pour des raisons économiques et familiales (divorce, mariage forcé, rejet de la part du mari). La prostitution est souvent un choix subi répondant à un mécanisme de résilience, par absence d'opportunités économiques alternatives, notamment lorsque la jeune femme a un enfant à charge ;
- Les filles domestiques, pour lesquelles la venue à Conakry est souvent justifiée pour des raisons économiques afin de préparer leur mariage avant de revenir au village. La décision est prise en concertation avec les parents, et apparaît comme une décision dans « l'ordre des choses », à la fois pour les parents, et les EJM qui n'ont souvent pas conscience de se retrouver en situation d'exploitation ;
- Les EJM LGBTQI+ pour lesquels Conakry ne représente très souvent qu'une étape dans le parcours migratoire, vers un pays plus favorable en termes de législation et d'acceptation sociale.

¹⁰ Les VBG sont une cause majeure de départ des filles et jeunes femmes : d'après les données MMC, parmi tous les EJM pour qui les VBG sont à l'origine de mobilité, 90% sont des filles / jeunes femmes - Étude MMC dans le cadre de la phase préliminaire du projet « Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique du Nord et de l'Ouest » (2021)

¹¹ La Guinée est le pays avec la moyenne d'âge d'EJM assistés au retour plus jeune (24 ans) et avec la proportion de femmes la plus faible (4%) de la sous-région, dans laquelle les femmes assistées au retour sont en moyenne plus jeunes (24 ans) que les hommes (26 ans), cf. Assistance au retour volontaire et humanitaire 2017- juin 2021, OIM.



Il s'agit en outre d'une **zone de convergence importante en termes de mobilité internationale, notamment pour les réseaux d'exploitation** : Conakry est en effet le point de départ de réseaux organisés d'exploitation domestique vers les pays du Golfe (Koweït notamment), à la fois pour des filles et jeunes femmes guinéennes mais aussi des pays environnants (Sierra Leone, Libéria, Côte d'Ivoire). Les départs sont dits volontaires en entendant parler de l'opportunité dans l'entourage : les filles et jeunes femmes ne sont pas conscientes du réseau d'exploitation – qui n'est pas, d'après l'Organisation Guinéenne de Lutte contre la Migration Irrégulière (OGLMI), considéré comme tel par les institutions guinéennes en l'absence d'utilisation de la force et de la menace, et donc sujet à peu d'actions pour son démantèlement. Des agences de voyage sont en outre au cœur d'un réseau de faux papiers pour les EJM de Sierra Leone notamment, où le temps pour obtenir des papiers est beaucoup plus long qu'en Guinée, afin de favoriser un départ hors CEDEAO.

⇒ **Parcours en mobilité**¹²

Le parcours en mobilité se caractérise, pour l'ensemble des groupes rencontrés, par de multiples formes de violences : violences physiques, verbales, sexuelles, vols. Si les filles et les jeunes femmes et les personnes transgenres sont particulièrement exposées aux violences sexuelles, aboutissant souvent à des grossesses non désirées pour les filles, l'Organisation Guinéenne de Lutte contre la Migration Irrégulière (OGLMI) a témoigné de cas de violences sexuelles sur des garçons et jeunes hommes guinéens de retour accompagnés par la structure, et subis pendant leur parcours en mobilité. Il s'agit essentiellement de viols subis par des jeunes hommes exploités comme domestique au Maroc et en Algérie de la part de leur patronne et leurs amies. Les viols d'homme sur homme constatés ont été subis en détention, en Libye notamment. Ce sujet reste un sujet extrêmement tabou : beaucoup d'interlocuteurs admettent que cela existe mais peu en parlent ou témoignent.

⇒ **Projets futurs**

Deux types de projets futurs émergent :

- La recherche d'une stabilité en Guinée : (ré)insertion socio-professionnelle à travers un emploi stable et sécurisé, reprise des études, réunification familiale. C'est un souhait avant tout partagé par les groupes de filles et jeunes femmes, notamment celles victimes de violence ;
- (Re)tenter l'aventure à l'étranger, qui est une volonté exprimée surtout par les garçons et jeunes hommes sur le départ et de retour à Mamou pour des raisons économiques, ainsi que par le groupe d'EJM LGBTIQ+ afin de pouvoir vivre dans un pays où ils peuvent assumer pleinement leur sexualité et identité de genre.

¹² Il s'agit ici d'identifier les risques auxquels ont été confrontés les EJM interviewé.e.s durant leur parcours de mobilité : il ne s'agit pas de tous les risques existants sur les routes migratoires. Le point 2.4 présente les risques auxquels les EJM sont confronté.e.s dans leur situation actuelle.



2.2. Facteurs de diversité renforçant la vulnérabilité

Niveau	Principaux facteurs de diversité renforçant la vulnérabilité - Guinée
Individuel	<ul style="list-style-type: none"> • Origine ethnique • Situation maritale (mariage précoce et/ou divorce) • Mères avec enfant à charge sans présence du père • Mineur.e.s • Déscolarisation ou absence de scolarisation • Profil de mobilité (EJM de retour) • Handicap et séquelles physiques et/ou mentales • Orientation sexuelle et identité de genre
Familial	<ul style="list-style-type: none"> • Rupture familiale • Pauvreté familiale
Communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Normes traditionnelles néfastes : mariage précoce, non-acceptation de l'homosexualité
Sociétal	<ul style="list-style-type: none"> • Discrimination systémique de la communauté LGBTQI+

D'une façon générale, **le profil et parcours de mobilité** est un facteur majeur en termes d'exposition aux risques. **Plus le parcours en mobilité est long et difficile, plus il renforce la vulnérabilité, en créant des vulnérabilités en chaîne :**

- Les violences subies (violences physiques, violences sexistes et sexuelles, exploitation/traité) engendrent des séquelles mentales, physiques et des situations de handicap. Les filles et les jeunes femmes sont souvent victimes de viol sur le parcours, aboutissant à des grossesses non désirées, les exposant à davantage de risques et de mécanismes de résilience négatifs ;
- « L'échec » de l'aventure renforce la stigmatisation et rend plus difficile la réinsertion, avec une précarité renforcée par rapport à avant le départ : absence de repères et de revenus, exclusion sociale et familiale. Les filles font face à une stigmatisation accrue du fait qu'elles sont supposées avoir eu des relations sexuelles en dehors du mariage.

De façon plus spécifique, plusieurs éléments de diversité exposent particulièrement aux risques, souvent de façon intersectionnelle :

⇒ **L'origine ethnique**

Les poids des traditions culturelles et normes sociales est très fort chez les ethnies peuls et malinkés, et le mariage précoce/forcé courant pour la préservation de l'honneur de la famille en mariant sa fille tant qu'elle est vierge, des raisons économiques (familles pauvres) ou la préservation du statut social dans la famille élargie.



« Il y a des familles riches qui, pour le maintien de la richesse dans la famille, obligent leur fille à épouser le fils d'un parent riche dans la famille, ce qui nous poussent à vouloir quitter».¹³

Pour les garçons et jeunes hommes, la norme sociale de l'homme devant assumer le foyer, combinée à des familles soit nombreuses et/ou polygames, avec des rivalités et discriminations entre enfants, poussent à la mobilité.

« Ici on souffre même en ayant un métier et des études. Tout le monde compte sur toi, tout le monde te regarde et tu ne peux rien acheter pour ta maman ou ton papa »¹⁴

⇒ **La situation maritale des filles et jeunes femmes : mariage précoce et/ou divorce**

Le mariage précoce, couplé à des violences subies dans le cadre du foyer, engendre des **traumatismes physiques et émotionnels** qui renforcent la vulnérabilité et peuvent précipiter un départ. Il est aussi synonyme **d'arrêt de la scolarisation** pour les filles nouvellement mariées. Celles-ci se retrouvent dans une situation précaire, avec un mari dont elles reçoivent souvent très peu voire pas de soutien – situation qui s'aggrave quand elles deviennent mère, devant travailler doublement pour subvenir aux besoins de la belle-famille ainsi que de leurs enfants¹⁵.

Le divorce, notamment pour fuir un mariage forcé et/ou précoce, est un facteur supplémentaire d'exposition aux risques : il renforce la **stigmatisation**, les filles et jeunes femmes étant identifiées comme des prostituées quittant le foyer afin de continuer à profiter des hommes. Allant à l'encontre de la décision des hommes de sa famille, elles sont **rejetées par leur famille** car considérées comme indignes.

⇒ **La maternité sans présence du père**

Une grossesse non désirée et un enfant à charge sans la présence du père renforce la vulnérabilité et multiplie les chances de mécanismes de résilience négatifs. Alors qu'avoir un enfant à charge demande des ressources financières accrues, c'est justement à ce moment-là que l'accès aux services et opportunités devient encore plus difficile :

¹³ Jeune femme peul ayant participé au focus group Jeunes femmes guinéennes sur le départ victimes de VBG (Mamou)

¹⁴ Jeune homme peul ayant participé au focus group Jeunes hommes guinéens sur le départ (Mamou)

¹⁵ Résumé de l'analyse de données secondaires et des témoignages des EJM (<https://www.unicef.org/fr/protection/mariage-enfants>).



- Les employeurs préférant avoir des filles et jeunes femmes sans enfants, les filles et jeunes femmes enceintes se font souvent renvoyer de leur emploi, comme c'est le cas pour les filles et jeunes femmes employées comme domestiques, et font face à des discriminations pour trouver un nouvel emploi ;
- Les mères doivent pouvoir concilier leur activité génératrice de revenus avec la garde de leur enfant.

Le risque d'isolement est aussi plus important, les jeunes mères sans présence de père étant rejetées par leur famille pour des questions liées à la réputation de la famille.

Face à ces difficultés et afin de subvenir aux besoins de leur(s) enfant(s), les filles et jeunes femmes sont plus sujettes d'adopter des mécanismes de résilience négatifs d'exploitation domestique ou de prostitution, faute d'alternative.

⇒ **L'âge**

L'âge renforce l'exposition aux risques : ainsi, les mineur.e.s sont plus vulnérables du fait d'un manque d'information et d'une plus faible connaissance des risques¹⁶, de leurs droits et des services disponibles.

Les mineures [en situation de prostitution] sont plus à risque [que les majeures] : elles sont attirées par l'argent, ne se protègent pas et ne sont pas informées et sensibilisées¹⁷. Elles sont alors plus à même d'être exploitées.¹⁸

⇒ **Le handicap et les séquelles physiques et mentales**

Il ressort des entretiens avec les différents acteurs que le handicap n'est pas d'office pris en compte dans les services et les référencement, et que les données spécifiques sur les EJM en situation de handicap manquent. Cependant, il a été identifié comme facteur de diversité renforçant la vulnérabilité auprès des filles et jeunes femmes en situation de prostitution : les filles et jeunes femmes sourdes et muettes sont davantage exposées aux risques de mauvais traitements (violences accrues, moindre rémunération) car elles ne peuvent pas s'exprimer.

« Les jeunes femmes handicapées [en situation de prostitution] sont encore plus vulnérables : il y a parmi nous une sourde-muette qui a

¹⁶ Cette forme de naïveté face aux risques a notamment été observée lors du focus group auprès des filles et jeunes femmes travaillant comme domestique à Conakry auprès des filles les plus jeunes (14-16 ans).

¹⁷ Les activités de sensibilisation (VIH/Sida, planification familiale, etc) de l'association guinéenne des femmes actives ne s'adressent pas aux mineures du fait du financement du Fonds Mondial limité aux majeures.

¹⁸ Verbatim issu de l'entretien avec l'association guinéenne des femmes actives



beaucoup de marchés car les hommes peuvent encore plus la violenter étant donné qu'elle ne peut pas parler. »¹⁹

La parcours en mobilité va aussi créer des handicaps, séquelles physiques et mentales qui n'existaient pas au moment du départ, pouvant créer des mécanismes de résilience négatifs qui vont renforcer leur exclusion (consommation de drogue par exemple), et qui vont rendre la réinsertion plus difficile. Les maladies sexuellement transmissibles contractées pendant le parcours migratoire à la suite de viols notamment va renforcer la stigmatisation et l'exclusion de l'EJM.

« Certains migrant.e.s reviennent avec des maladies, notamment des IST contractées suite à des viols – y compris les jeunes hommes. Ils/elles sont alors très vulnérables : ils/elles ne veulent pas assumer leur maladie et sont stigmatisé.e.s après de la communauté. D'autres migrants, partis sains, reviennent avec des handicaps physiques, liés à des accidents du travail, des violences, une maladie, comme ce jeune homme ayant eu accident sur un chantier en Algérie, ou cet autre qui a perdu un oeil au Maroc à cause de coups. »²⁰

« Je suis rentrée du Koweït avec des traumatismes, à cause des violences sexuelles subies de la part de mon patron, et des violences physiques de la part de ma patronne. »²¹

⇒ **Le niveau d'éducation et la pauvreté**

Le facteur commun aux EJM vulnérables rencontré.e.s lors de l'étude est un niveau d'éducation faible, couplé à la pauvreté familiale, qui rentrent alors en mobilité du fait du manque d'opportunités. Ce faible niveau d'éducation va renforcer leur vulnérabilité pendant le parcours, avec une plus faible connaissance de leurs droits et des services disponibles.

⇒ **Orientation sexuelle et identité de genre**

La population LGBTQI+ fait face à des vulnérabilités accrues, les exposant à de très fortes discriminations dans l'accès à l'emploi, au logement et même à la santé, exclusion sociale et

¹⁹ Verbatim issu de l'entretien avec l'association guinéenne des femmes actives

²⁰ Verbatim issu de l'entretien avec l'OGLMI à Conakry

²¹ Jeune femme ayant participé au focus group *Jeunes femmes guinéennes de retour, victimes d'exploitation domestique dans les pays du Golfe ou ailleurs* (Conakry)



familiale, toutes formes de violence - y compris policières, impossibilité de pouvoir vivre librement son identité, menant à un repli sur soi et des états dépressifs importants.

2.3. Discriminations, risques et difficultés

⇒ Une stigmatisation menant à de l'exclusion ou de l'isolement social

Il s'agit d'une difficulté commune à l'ensemble des groupes interrogés :

- Les EJM de retour subissent des moqueries incessantes de la part de la communauté, avec un retour perçu comme un échec, d'autant plus lorsqu'ils et elles se retrouvent sans activité économique ou éducative. Les filles et jeunes femmes revenant avec des enfants à charge sont davantage sujettes au rejet familial, pour « l'honneur de la famille » : plusieurs d'entre elles, qui ont fui un mariage forcé parfois associé à des violences conjugales, ont témoigné du refus de leur père d'accepter leur retour au sein de la famille ;
- Les EJM LGBTQI+, et notamment les personnes transgenres, sont fortement stigmatisées voire persécutées, à la fois par leur famille et par la société, aboutissant à un isolement social de fait pour se protéger des moqueries et violences, et parfois à des situations de rue sans accepter l'aide extérieure, y compris de la communauté ;
- Les filles et jeunes femmes ayant fui un mariage précoce sont perçues comme des filles volages voire des prostituées, ayant quitté leur mari pour pouvoir continuer à fréquenter d'autres hommes. Cette stigmatisation est accrue lorsqu'elles tombent enceintes suite à un rapport non consenti ;
- Les filles travaillant comme domestiques connaissent un isolement social important de fait, étant enfermées la plupart de la journée ;
- Les filles et jeunes femmes prostituées sont victimes de stigmatisation à cause leur apparence (mèches, habillements) et leur rythme de vie (sortie la nuit, à la maison la journée). Elles adoptent un mode de vie cachée, et sortent de leur foyer la journée pour ne pas être stigmatisées.

Cette stigmatisation et exclusion sociale mènent à un repli sur soi, avec des risques importants de dépression et d'adoption de mécanismes négatifs comme l'alcoolisme et la drogue, notamment chez les jeunes hommes, et d'abandon scolaire, notamment pour la population LGBTQI+.

⇒ Une exposition à toutes formes de violences

Les violences constituent un risque majeur pour l'ensemble des EJM : violences verbales, physiques et sexuelles.

La population LGBTQI+ et les filles et jeunes femmes travailleuses domestiques et en situation de prostitution sont particulièrement vulnérables :

- Les jeunes LGBTQI+, notamment les transgenres, sont victimes de toutes formes de violences, y compris de viol, notamment de la part de la police, à travers des descentes inopinées sur les sites de rencontre, aboutissant souvent à une privation de liberté, et une difficulté à porter plainte et défendre ses droits ;



- Les filles et jeunes femmes victimes de pire forme de travail (travailleuses domestiques, prostituées) sont particulièrement exposées aux violences physiques et sexuelles, et semblent avoir peu d'informations sur les services de protection disponibles.

⇒ **Discriminations dans l'accès aux services**

D'une façon générale, l'accès à l'information, en particulier pour les filles et les jeunes femmes, et le coût des services de santé représentent des barrières majeures dans l'accès aux services pour les EJM les plus vulnérables. De façon spécifique, **plus la stigmatisation est forte, plus la discrimination** dans l'accès aux services est importante. Ainsi, les **LGBTQI+** et les filles et jeunes femmes en situation de **prostitution** sont particulièrement discriminées dans l'accès aux services :

- Accès au logement : difficulté à trouver un bailleur acceptant de leur louer un logement ;
- Accès à la santé : forte discrimination, avec un personnel soignant les faisant attendre des heures durant et les faisant passer en dernier, avec comme conséquence une fréquentation des centres de santé qu'en cas d'extrême nécessité ; problématique d'accès aux moyens de protection et de dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) ;
- Accès à l'emploi : de nombreux employeurs refusent d'employer des EJM LGBTQI+ du fait de leur orientation sexuelle et identité de genre. Pour beaucoup, la seule solution est l'entrepreneuriat.

2.4. Moyens de résilience et relations de pouvoir

⇒ **Mécanismes de résilience positifs**

Plus l'exclusion sociale et la stigmatisation sont fortes, plus les mécanismes communautaires de résilience positifs apparaissent importants. Ainsi, les **personnes LGBTQI+ et les filles et jeunes femmes en situation de prostitution** ont mis en place des mécanismes de résilience particulièrement forts :

- La communauté LGBTQI+ se retrouvent sur des plateformes en ligne sécurisées et dédiées à la communauté, afin de pouvoir discuter de manière sûre, sans barrières et sans craintes, avec des pair.e.s qui vivent les mêmes situations qu'eux. Ils s'entraident également en termes d'accueil pour ceux qui sont rejeté.e.s par leurs familles et à la recherche d'un logement d'urgence. À travers l'association Arc-en-Ciel, ils développent des activités de pair-éducation afin d'apporter un soutien moral aux jeunes de la communauté, en sortir certain.e.s des rues pour les réinsérer dans la communauté afin de les protéger et éviter des mécanismes de survie négatifs. Des formations gratuites et personnalisées sont offertes dans la restauration, pâtisserie, coiffure, ongles pour faciliter l'insertion socio-professionnelle des membres de la communauté.
- Les filles et jeunes femmes prostituées développent entre elles des mécanismes pour la garde d'enfants. À travers la pair-éducation, impulsée par le centre communautaire de l'Association guinéenne des femmes actives, elles développent un système de solidarité et de surveillance entre elles, leur permettant de se venir en aide



mutuellement. La pair-éducation est un mécanisme de résilience individuel en soi pour les pair-éducatrices, leur permettant d'accéder à un complément de revenus à travers l'association. Le centre communautaire de Conakry est un lieu de rassemblement et de refuge, permettant aux filles et aux jeunes femmes de ne pas rester enfermées chez elles afin d'éviter la stigmatisation de leur voisinage.

Les autres groupent témoignent aussi de mécanismes de résilience positifs :

- **Auprès de leur entourage** : c'est le cas pour les filles et jeunes femmes fuyant un mariage forcé ou des violences qui trouvent refuge chez des voisins ou de la famille éloignée ;
- **Auprès de leurs pairs** : les jeunes hommes de retour ont monté à Mamou une coopérative agricole comme solution de réinsertion professionnelle, notamment pour ceux en rupture familiale. Les jeunes travailleuses domestiques organisent des réunions mensuelles au sein du siège de l'association des filles et femmes domestiques et migrantes à Conakry, afin d'échanger sur leurs modes de vie, les difficultés rencontrées et se soutenir psychologiquement.

⇒ Mécanismes de résilience négatifs

Pour faire face à leurs difficultés, qu'elles soient financières ou psychologiques, les EJM les plus vulnérables peuvent adopter des mécanismes de résilience négatifs :

- La prostitution est certainement le principal mécanisme de résilience négatif observé à Mamou comme à Conakry, afin de pouvoir subvenir aux besoins essentiels, avec un risque important d'exposition aux IST et à une grossesse non désirée ou précoce : il peut s'agir d'un mécanisme temporaire en complément d'autres revenus, comme pour certaines travailleuses domestiques confrontées à une situation d'urgence nécessitant des revenus importants (exemple : prise en charge de dépenses de santé d'un proche), ou d'un mécanisme s'inscrivant davantage sur la durée afin de gagner rapidement de l'argent en l'absence d'autres opportunités professionnelles. C'est le cas de certaines filles et jeunes femmes ayant fui un mariage forcé, de celles étant tombées enceintes et ayant perdu leur emploi de domestique notamment, ou encore celles divorcées avec un enfant à charge. Les personnes transgenres en situation de très forte exclusion sociale et en situation de rue adoptent aussi ce mécanisme de résilience.
- La consommation de stupéfiants ou d'alcool est aussi un mécanisme de résilience observé, notamment pour les profils particulièrement instables psychologiquement et les EJM en situation de rue (les garçons et jeunes hommes de retour en rupture familiale, jeunes transgenres).

⇒ Relations de pouvoir

Le comportement des EJM, l'autonomie et représentation dans la prise de décision et l'accès aux ressources est influencé par les relations de pouvoir qui se manifestent avant tout dans l'entourage externe des EJM, et au sein de la communauté d'EJM :

- **Les parents et la famille (y compris la marâtre et la belle-mère)**, à travers la pression familiale explicite, les pesanteurs culturelles, les normes sociales de genre, exercent une relation de pouvoir importante (parfois accompagnée de violence)



entraînant une mobilité à l'origine de vulnérabilités en chaîne (filles victimes de mariage précoce, filles envoyées comme domestiques à Conakry, garçons et jeunes hommes partant tenter l'aventure ou à la recherche de revenus à l'étranger).

Pour les filles et les jeunes femmes victimes des pires formes de travail (exploitation domestique, prostitution), des relations de pouvoir s'exercent mais ne sont pas systémiques : certaines personnes exercent un rôle d'exploitation, comme les **proxénètes et gérants de bar** pour les filles et jeunes femmes prostituées et la **représentante** du village (Koubia en l'occurrence) qui place les filles dans les familles à Conakry. Ces personnes exercent à la fois la protection et l'exploitation. Par exemple, pour la représentante des filles domestiques, certaines lui reversent une partie de leur salaire, mais elle est aussi une figure de protection vers qui se tourner lors de problèmes au sein des familles.

2.5. Accès aux ressources et aux services

⇒ **L'accès aux services repose en grande partie sur la société civile organisée**

Pour les profils les plus vulnérables, l'accès aux services repose largement sur les OSC, qui sont des points d'entrée importants mais qui ont des moyens très limités.

En effet, les services étatiques sont insuffisants et peu adaptés aux besoins spécifiques des EJM rencontrés (services de protection insuffisants, ceux d'éducation peu adaptés et ceux de formation et insertion professionnelle presque inexistantes) ; et la Guinée n'étant pas un pays à crise humanitaire, le nombre d'acteurs internationaux fournissant des services avec des moyens conséquents y est aussi limité.

Afin de renforcer l'accès aux services des EJM, il semble important de pouvoir intégrer les OSC points d'entrée dans les circuits de référencement, dispositifs de formations et de renforcement de capacités.

Groupe	OSC point d'entrée Conakry	OSC point d'entrée Mamou
EJM guinéen.ne.s de retour	OIM, Organisation Guinéenne de Lutte contre la Migration Irrégulière (OGLMI), MAEJT	
Filles et jeunes femmes victimes de mariage précoce et/ou VBG	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (CJFLG)	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (CJFLG) – absence de centre d'écoute
Filles et jeunes femmes travaillant comme domestiques	Association des filles et femmes domestiques et migrantes	-
Filles et jeunes femmes en situation de prostitution	Association guinéenne des femmes actives	Association guinéenne des femmes actives absence de centre communautaire (seulement pair-éducation)
LGBTQI+ guinéens de sexe de naissance masculin	Association Arc-en-Ciel	Association Arc-en-Ciel - absence de centre communautaire



		(seulement pair-éducation)
--	--	----------------------------

⇒ **Un accès à l'information et aux services difficiles, en particulier pour les jeunes filles**

D'une façon générale, le **niveau d'information sur les services disponibles est une réelle barrière d'accès aux services**. Ce constat est d'autant plus vrai chez les **filles et jeunes femmes** :

- Les filles et jeunes femmes de retour ne savent souvent pas vers qui se tourner en cas de besoin pour bénéficier des services de santé, éducation, protection, d'autant plus lorsqu'elles rentrent par leurs propres moyens, sans appui d'un programme spécifique (cas des jeunes femmes de retour à Conakry victimes d'exploitation domestique dans les pays du Golfe et des jeunes filles de retour à Mamou avec un parcours de mobilité national ou international²²) ;
- Les filles et jeunes femmes ont peu accès à l'information sur les services de santé sexuelle et reproductive afin notamment de se protéger contre les grossesses non désirées, facteur pouvant renforcer la vulnérabilité.

⇒ **Disponibilité et accès aux services de protection**

- **Logement** : d'une façon générale, que ce soit à Conakry ou à Mamou, les solutions de logement d'urgence sont limitées et celles de plus longue durée sont inexistantes. Les familles d'accueil, au nombre très limité (8 pour Mamou), ne sont pas suffisamment formées et ne disposent pas toujours des ressources matérielles et financières nécessaires pour subvenir aux besoins des EJM accueillis. Certains centres d'accueil disponibles ne répondent pas aux standards de qualité (manque d'hygiène et d'entretien, absence d'espace séparé entre les filles et les garçons) et les centres d'adoption semblent insuffisamment réglementés, exposant à des risques de dérives (ex : adoption pour de l'exploitation domestique).

Pour certains publics cibles particulièrement à risque et/ou stigmatisés, comme la communauté LGBTQI+, des centres d'accueil d'urgence dédiés semblent nécessaires, or, ceux-ci sont aujourd'hui inexistantes.

- **Défense des droits** : la Brigade Spéciale de Protection des Personnes Vulnérables (BSPPV) et l'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM) sont les structures étatiques de protection, dont le rôle est de s'assurer du respect des droits des EJM et du référencement des victimes vers les services de l'action sociale et de la santé ainsi que ceux fournis par les OSC.

Pour les filles et jeunes femmes victimes de VBG, le Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (Conakry et Mamou) et la Maison-Mère (Mamou) offrent des services gratuits de prise en charge holistiques des victimes : prise en charge médicale, juridique, psychosociale et de réinsertion socio-professionnelle. À Mamou, l'absence de centre

²² La Guinée est le pays avec la moyenne d'âge d'EJM assistés au retour plus jeune (24 ans) et avec la proportion de femmes la plus faible (4%) de la sous-région, dans laquelle les femmes assistées au retour sont en moyenne plus jeunes (24 ans) que les hommes (26 ans), cf. Assistance au retour volontaire et humanitaire 2017- juin 2021, OIM.



d'écoute pour les victimes de VBG²³ et de médecins légistes pour l'établissement des documents médico-légaux nécessaires²⁴ pour porter plainte constituent un frein pour la défense des droits.

L'accès à la défense des droits est particulièrement difficile pour deux populations clés, du fait d'une posture ambivalente et d'abus de la part de l'OPROGEM relatés par plusieurs enquêtés :

- Les filles et jeunes femmes prostituées victimes de VBG ne savent généralement pas vers qui se tourner pour se plaindre, étant donné que les services de l'OPROGEM mènent des descentes sur leurs sites de rencontre et les obligent à payer des amendes pour obtenir leur liberté ;

« Il y a une défiance récente vis-à-vis de l'OPROGEM. On dit que l'OPROGEM arrête dans les bars les mineures, mais aussi les majeures. »²⁵

- Les membres de communauté LGBTQI+ sont victimes de persécution et de violences physiques et sexuelles de la part des agents de protection de l'OPROGEM et la BSPPV, lors de descentes nocturnes dans leurs sites de rencontres. Il est très difficile de porter plainte, la situation se retournant souvent contre eux et dans un contexte législatif manquant de clarté concernant les droits des personnes LGBTQI+.

« Parfois la police fait des descentes sur les lieux de fréquentation de la population LGBTQI+, et ramasse tout le monde. Beaucoup d'entre nous sont agressés²⁶. Les flics m'ont tout retiré téléphone et argent, et ont dit à ma famille que soit-disant j'allais dans les sites pour me prostituer. On ne

²³ La Maison Mère, basée à Mamou, a un programme de prise en charge des victimes de VBG (écoute, accompagnement, référencement). Cependant, elle n'a pas d'espace dédié uniquement à l'écoute des victimes ou potentielles victimes, nécessaire pour créer un contexte sécurisant et favorisant une libération de la parole si nécessaire..

²⁴ En solution alternative, ces documents sont réalisés par des gynécologues mais n'ont pas la même valeur juridique dans la gestion d'un cas de VBG pendant la procédure judiciaire.

²⁵ Verbatim issu de l'entretien avec l'association guinéenne des femmes actives.

²⁶ Y compris sexuellement, d'après le témoignage d'un des EJM issu de la communauté LGBTQI+ rencontré.



peut pas porter plainte car ils [la police] vont inventer des raisons²⁷ pour nous condamner. »²⁸

Afin pour ces victimes de pouvoir malgré tout revendiquer leurs droits, Plan International à travers son programme d'appui à la population clé financé par le fond Mondial, développe un site d'information et de dénonciation des VBG regroupant tous les acteurs de la chaîne de protection : même si les dénonciations sur ce site internet n'ont pas de valeurs légales, il s'agit de pouvoir répertorier les cas et montrer l'ampleur de la pratique, dans une logique de plaidoyer.

- **Santé:** les services de santé existent mais coûtent chers. Le prix constitue une réelle barrière d'accès aux soins pour les EJM, notamment de ceux n'ayant aucune source de revenus (EJM de retour, filles et jeunes filles fuyant un mariage précoce ou des violences). Pour les EJM de retour, OGLMI assure une prise en charge intégrée, avec notamment des tests de dépistage dans le cas de situations vécues à risques.

D'autres OSC comme le CJFLG et la Maison-Mère pour les filles et jeunes femmes, Guinée Solidarité pour les personnes en situation de handicap, offrent des soins gratuits aux enfants et jeunes en mobilité en prenant en charge les frais de consultations et d'ordonnance, mais leur fonctionnement reste dépendant de l'appui des partenaires financiers dans la plus part des cas.

Concernant la santé sexuelle et reproductive (SSR), le réseau des Jeunes Ambassadeurs et Afriyan réalisent des campagnes saisonnières de sensibilisations et d'offre gratuite des méthodes contraceptives aux filles et jeunes femmes à Mamou et à Conakry, activités qui restent périodique.

Pour la communauté LGBTQI+ et les filles et jeunes femmes en situation de prostitution, la principale barrière est celle de la stigmatisation, notamment du personnel de santé, qui les reçoit souvent en dernier en les faisant attendre des heures. Beaucoup ne se rendent donc pas dans les centres de santé, sauf en cas d'extrême urgence. Le centre communautaire Arc-en-Ciel et la clinique mobile de l'association guinéenne des femmes actives offrent des services de santé à ces populations clés. Étant financé par le Fonds Mondial à travers Plan International Guinée, ces services restent cependant circonscrits à la prévention et la prise en charge des IST et de la tuberculose. D'autres part, les services de l'association guinéenne des femmes actives ne sont offerts qu'aux personnes majeures.

⇒ **Accès aux services d'éducation**

Il n'existe pas de barrières spécifiques concernant l'accès à l'éducation pour les groupes d'EJM consultés, autres que celles liées à leur mobilité synonyme de déscolarisation. Pour la

²⁷ Parmi les raisons évoqués par les EJM interviewés : prostitution, drogue, pornographie.

²⁸ Jeune LGBTQI+ ayant participé au focus group *Jeunes LGBTQI+ guinéens* (Conakry).



communauté LGBTQI+, les stigmatisations et moqueries subies sont les facteurs principaux expliquant l'abandon des études. L'enjeu est avant tout celui de l'accès à des **solutions éducatives alternatives**, compatibles avec leur mode de vie actuelle, notamment pour les travailleuses domestiques.

⇒ **Accès aux services d'insertion professionnelle**

D'une façon générale, peu de dispositifs d'insertion professionnelle adaptés à la situation des EJM existent.

Des centres de formation professionnelle dans les métiers ouvriers (agriculture, élevage, mécanique, électricité, et plomberie pour les garçons ; pâtisserie, restauration, coiffure, couture pour les filles) pour les jeunes existent mais restent moins fréquentés par les EJM de retour ou candidats au départ, à cause d'un accès difficile (concours national d'accès), et une formation longue (3 ans), qui n'est pas adaptée aux besoins des EJM qui ont besoin d'une formation rapide pour pouvoir rapidement commencer une activité génératrice de revenus.

Le projet Sobela, mis en œuvre par un consortium composé de l'Atelier Solidaire et l'OGLMI, est un programme d'accompagnement de jeunes ouvriers et artisans, dont l'objectif est de renforcer les capacités personnelles et administratives des jeunes bénéficiaires et de proposer des solutions de financements solidaires, à travers l'octroi d'un crédit à taux zéro basé sur des investissements solidaires de la classe moyenne guinéenne.

Les programmes mis en œuvre par les acteurs internationaux ne permettent pas de couvrir l'ensemble des besoins exprimés par les EJM²⁹, soit parce que le nombre de places est trop limité ou bien que l'appui ne semble pas adapté aux besoins :

- Le programme INTEGRA, programme d'appui à l'insertion socio-professionnelle des jeunes financé par Enabel et mis en œuvre par plusieurs acteurs (dont Tdh et la GIZ), a été souligné positivement par plusieurs EJM rencontrés dans le cadre de l'étude, à Mamou notamment. Combinant formation professionnelle et accompagnement après la formation dans le processus d'insertion du marché, il a permis à plusieurs jeunes potentiels candidats au départ de s'insérer professionnellement, et à des jeunes de retour de faciliter leur réinsertion socio-professionnelle. Cependant, le programme prend fin en juin, le nombre de places du programme est limité et ne permet pas de couvrir tous les besoins³⁰ ;
- En ce qui concerne le projet de réintégration des EJM de retour de l'OIM, malgré il représente un appui très important, les jeunes rencontrés estiment que celui-ci ne répond pas et ne prend pas suffisamment en compte leurs besoins. Les garçons et les jeunes hommes estiment notamment qu'à leur retour, on leur propose automatiquement, sans autant demander ce qu'ils souhaitent, des motos pour faire taxi-moto, alors qu'il s'agit d'une filière peut porteuse car saturée. Certains parmi eux ont témoigné avoir vendu leurs motos depuis.

²⁹ Par des limites budgétaires, la faible coordination ou articulation des interventions entre les acteurs et le manque de participation active des EJM dans la définition des besoins et projets de vie.

³⁰ Lors des focus groups, plusieurs jeunes ont demandé à ce que le projet soit pérennisé car il a un réel impact positif sur la communauté.



2.6. Besoins spécifiques

Les besoins spécifiques sont la résultante des vulnérabilités créées par les facteurs de diversité, les discriminations et les risques liés, ainsi que la (non) présence des services. Cette partie est structurée en deux grandes parties :

1. Une présentation des grands besoins en termes de protection, éducation, insertion professionnelle ;
2. Le détail des besoins spécifiques par profil et par pilier programmatique, présentés sous forme de tableau.

⇒ Besoins en termes de protection

Le besoin d'une solution de logement d'urgence, que ce soit pour fuir un danger ou bien pour les situations de retour, est certainement le besoin transversal le plus important, car il ne trouve pas de réelle solution à date, du fait des services limités et peu adaptés. L'enjeu est de pouvoir proposer des solutions répondant aux besoins de sauvegarde des profils d'EJM les plus sujets à des violences sexistes et sexuelles, à savoir les filles et la communauté LGBTQI+.

L'appui psychosocial est un besoin transversal pour l'ensemble des EJM du fait des traumatismes vécus lors de la mobilité. Ce besoin est globalement pris en charge par les différentes structures existantes, avec un bémol pour Mamou où il n'existe pas de centre d'écoute dédié pour les victimes de VBG et la communauté LGBTQI+ éventuellement présente.

En termes de santé, plusieurs types de besoins s'expriment : l'accès aux services SSRAJ pour les filles et jeunes femmes d'une façon générale et à la santé materno-infantile pour les mères avec enfant à charge ; l'accès gratuit aux services de santé de base, notamment aux bilans de santé pour les EJM de retour. Pour les populations clés particulièrement stigmatisées, il s'agit de pouvoir regrouper l'ensemble des besoins sanitaires au sein d'un même espace dédiée à la population clé et sécurisé.

Enfin, l'accès à l'information et la défense des droits sont des besoins majeurs : accès à l'information des services de protection d'une façon générale pour les filles et jeunes femmes ; accès à l'information pour une migration sûre et éclairée pour les candidat.e.s au départ, incluant les mécanismes de protection spécifiques pour certaines communautés (communauté LGBTQI+ par exemple) ; assistance juridique et prise en charge holistique dans le cas de VBG.

⇒ Besoins en termes d'éducation

En termes d'éducation, il s'agit de pouvoir répondre aux besoins de rescolarisation et/ou alphabétisation, via des passerelles éducatives adaptées à leur situation actuelle : rythme de travail pour celles ayant une occupation (travailleuses domestiques, prostituées) ; rattrapage du retard pris, notamment en termes d'alphabétisation, pour favoriser une réintégration réussie dans le système éducatif classique.



⇒ **Besoins en termes d'insertion professionnelle**

De la même façon que pour le volet éducation, la réponse aux besoins d'insertion professionnelle des EJM doit être adaptée à leur situation actuelle :

- besoin de dispositif de formation et d'insertion professionnelle permettant de générer des revenus rapidement (EJM de retour) et leur permettant de subvenir correctement à leurs besoins et ceux de leurs enfants éventuels ;
- besoin de développer une activité complémentaire compatible avec le rythme de travail actuel pour générer des compléments de revenus et sortir de la situation actuelle (pires formes de travail) ;
- dispositifs de formation professionnelle permettant d'apprendre des métiers en lien avec leurs envies et projet de vie³¹ ;
- pour les mères avec enfant à charge sans présence du père, une solution pour la garde des enfants est un besoin clé, que ce soit pendant le temps de formation ou pendant l'exercice de l'activité.

³¹ La plupart des EJM rencontré.e.s ont cité des métiers traditionnels et genrés (couture, coiffure, restauration, pâtisserie pour les filles ; plomberie, électricité, mécanique, soudure pour les garçons). Certain.e.s ont cependant exprimé d'autres types de métier, comme une fille à Mamou voulant travailler dans l'informatique et une autre créer une fondation pour les plus vulnérables.



⇒ **Détail des besoins spécifiques par profil**

Afin de pouvoir sortir d'une segmentation figée et pouvoir répondre de façon intersectionnelle à des besoins spécifiques qui se présenteront, ceux-ci sont exprimés par grand type de profil répondant notamment à des facteurs de diversité renforçant la vulnérabilité. Dans une logique intersectionnelle, un même EJM peut faire partie de plusieurs profils, dont les besoins spécifiques s'expriment dans chacun de ces profils. Ainsi, les besoins spécifiques d'une jeune femme victime de mariage précoce et avec un enfant à charge sans présence du père seront exprimés dans les profils « filles et jeunes femmes », « victimes de mariage précoce/forcé », « mères avec enfant à charge sans présence du père ».

Profils	Besoins spécifiques - Protection	Besoins spécifiques - Éducation	Besoins spécifiques – Insertion socio-professionnelle
Filles et jeunes femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Information pour la protection en migration • SSRAJ/PF • Accès à l'information sur les services 	<ul style="list-style-type: none"> • Information sur la SSRAJ • Information sur les droits des enfants et le genre, la diversité et l'inclusion 	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des dispositifs • Dispositifs de formation professionnelle adaptés à leurs projets/envie • fonds d'amorçage
Garçons et jeunes hommes	<ul style="list-style-type: none"> • Information pour la protection en migration • SSRAJ/PF • Accès à l'information sur les services 	<ul style="list-style-type: none"> • Information sur la SSRAJ • Information sur les droits des enfants et le genre, la diversité et l'inclusion • Passerelles vers la formation professionnelle pour les garçons en échec scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des dispositifs • Dispositifs de formation professionnelle adaptés à leurs projets/envie • fonds d'amorçage
EJM de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan de santé complet gratuit et prise en charge des besoins de santé (quand retour non-assisté) • Appui psychosocial 	<ul style="list-style-type: none"> • Passerelle de réinsertion éducative 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs d'insertion professionnelle rapides : formation professionnelle rapide, fonds d'amorçage, etc.



	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif d'accueil temporaire et appui à la réunification familiale 		
Survivant.e.s de VBG	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'accueil et d'écoute • Solution de logement d'urgence • Prise en charge holistique (médicale, psychosociale, juridique) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réinsertion dans une autre école si elle doit quitter sa maison 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs de formation professionnelle si besoin de réinsertion • Fonds d'amorçage
Victimes de mariage précoce/forcé	<ul style="list-style-type: none"> • Appui psychosocial • Assistance juridique • Dispositif d'accueil temporaire et appui à la réunification familiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Passerelle de réinsertion éducative 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs d'insertion professionnelle rapides • Fonds d'amorçage
Mères avec enfant à charge sans présence du père	<ul style="list-style-type: none"> • Accès gratuit à la santé materno-infantile • Appui psychosocial • Appui social pour les besoins de l'enfant (vêtements, nourriture, santé, enregistrement, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Solution pour la garde d'enfants, à la fois pendant la formation et l'activité professionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Solution pour la garde d'enfants, à la fois pendant la formation et l'activité professionnelle • Fonds d'amorçage
Travailleuses domestiques	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'information sur leurs droits • Appui psychosocial (centre d'écoute et de rencontre) et référencement aux services de santé et juridiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Passerelle de réinsertion éducative compatible avec leur mode de vie/rythme actuel 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs de formation compatibles avec leur mode de vie / rythme actuel • Dispositifs permettant des sources de revenu rapides • Fonds d'amorçage



<p>Filles et jeunes femmes en situation de prostitution</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PEC holistique et intégrée au sein d'espaces dédiés (centres communautaires, clinique / centre mobile) : SSR, services sanitaires de base, tests de dépistage, vaccination, prise en charge VBG • Assistance juridique • Accès à l'information et à la sensibilisation (majeures comme mineures) 	<ul style="list-style-type: none"> • Cours d'alphabétisation • Passerelle de réinsertion éducative 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs de formation compatibles avec leur mode de vie / rythme actuel • Dispositifs permettant des sources de revenu rapides • Fonds d'amorçage
<p>LBGTQI+</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PEC holistique et intégrée au sein d'espaces dédiés et sécurisés : santé (y compris VBG), solution de logement d'urgence, écoute et appui psychosocial • Accès à l'information sur leurs droits et assistance juridique • Accès à l'information sur la migration (protection spécifique pour les communautés LBGTQI+) 		<ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs d'insertion via l'entrepreneuriat/la micro-entreprise • Fonds d'amorçage

3. Perspectives et recommandations

3.1. Prévenir et réduire la vulnérabilité

La mobilité des plus vulnérables crée des vulnérabilités en chaîne : elle entraîne une exposition aux risques accrue, provoque des séquelles physiques et mentales, renforce la stigmatisation et l'exclusion sociale.

Dans ce contexte de forte mobilité, développer des **programmes inclusifs** induit non seulement de mettre en œuvre des actions visant à **réduire la vulnérabilité** lorsque la mobilité se produit pour ne pas renforcer l'exclusion, mais aussi à agir en amont, pour **prévenir la vulnérabilité** lorsque la mobilité n'est pas encore survenue. Par exemple, le mariage précoce des filles couplé à la violence ou à la déscolarisation est un facteur déclencheur de la mobilité. La déscolarisation et les grossesses non désirées pouvant survenir en mobilité vont renforcer la vulnérabilité : l'accès à l'emploi va être plus compliqué alors que d'autant plus nécessaire et l'exclusion familiale va se renforcer. La fille ou la jeune femme va être alors plus sujette à développer des mécanismes de résilience négatifs et tomber dans les pires formes de travail. Cette situation va encore plus renforcer sa vulnérabilité : exclusion sociale encore accrue, forte barrière d'accès aux services due à la stigmatisation, très forte exposition aux risques – notamment liés à la santé. Il va donc s'agir de travailler à la fois sur les normes sociales liées au mariage précoce (prévenir la vulnérabilité) et de mettre en place des actions adaptées à chaque problématique pouvant survenir (réduire la vulnérabilité).

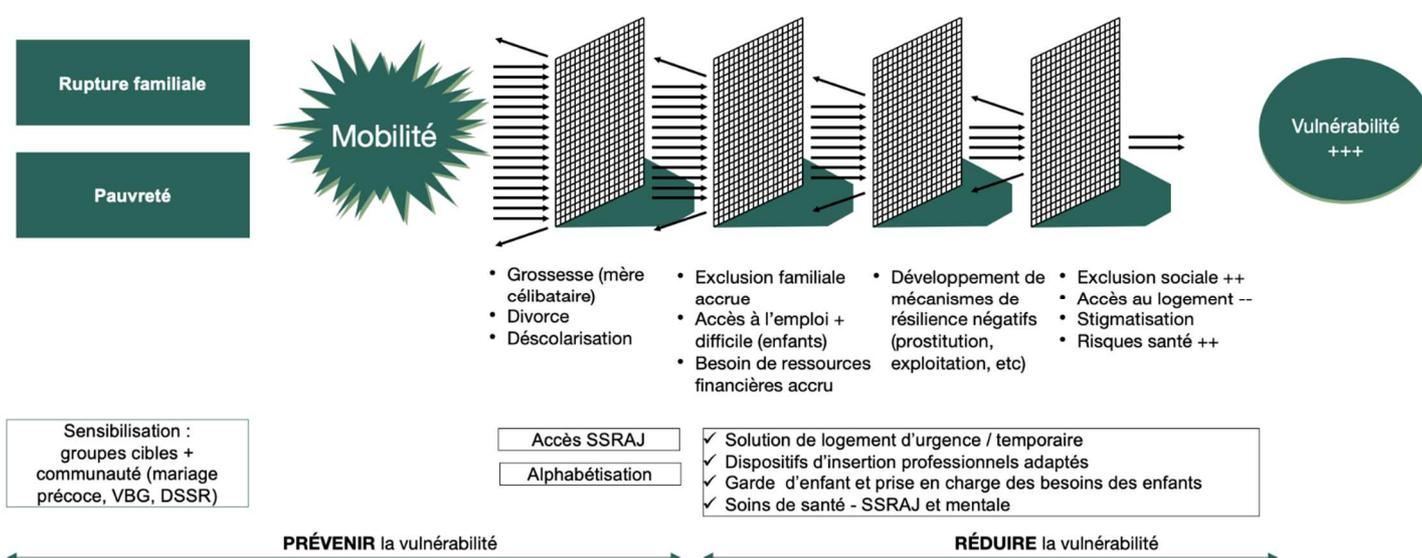


Figure 2-Schéma du parcours de mobilité des EJM en Guinée entraînant des vulnérabilités en chaîne

Il est important de noter que la mobilité n'expose pas seulement à des risques, elle peut exposer à des opportunités. En termes de genre, par exemple, elle peut contribuer à conférer aux femmes et aux filles une plus large autonomie et réduire les disparités entre les sexes, en permettant aux femmes d'accéder à l'emploi ou aux filles à une formation. L'autonomisation



des femmes peut se répercuter d'une génération sur l'autre et marquer profondément la culture et les structures sociales du pays d'origine.

De même, pour les EJM souffrant de discrimination de par leur orientation ou identité sexuelle, la mobilité offre des opportunités d'inclusion sociale dans d'autres contextes.

Pour que la mobilité offre des opportunités aux profils les plus vulnérables, il faut un cadre protecteur et inclusif.



3.2. Orientations programmatiques

L'analyse a permis d'identifier plusieurs grandes orientations programmatiques. Celles-ci incluent à la fois les mesures programmatiques à l'attention des EJM pour prévenir et réduire les vulnérabilités spécifiques, mais aussi les mesures de renforcement transversal des capacités programmatiques (OSC, digital). Il appartiendra ensuite aux équipes de sélectionner celles jugées prioritaires et réalistes dans le contexte de mise en œuvre du projet, et de les opérationnaliser.

Il s'agira dans la mesure du possible de les connecter avec les nombreux projets déjà existants dans les zones d'intervention.

Thématique	Constat/Besoin	Recommandation
⇒ Mesures programmatiques pour prévenir et réduire les vulnérabilités spécifiques		
Protection	Les normes sociales de genre sont à l'origine de la mobilité et déclenchent des vulnérabilités en chaîne	Renforcer ou développer les programmes communautaires de masculinité positive afin d'agir sur les normes sociales pouvant provoquer une rupture familiale à l'origine de la mobilité (mariage forcé/précoce, VBG, pression sociale, etc). Mamou étant une zone où le poids de ces normes sociales et traditionnelles culturelles est très important, elle semble à privilégier. Mobiliser la culture (chanteurs populaires par exemple) pour enclencher des dynamiques de transformation sociale sur le mariage précoce et/ou les VBG adaptées aux âges (adolescents et jeunes).



	<p>Les EJM, y compris les candidat.e.s au départ, ont peu accès à l'information relative à la protection, en particulier les filles et les jeunes femmes, les travailleuses domestiques et la communauté LGBTQI+ - les rendant d'autant plus vulnérables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le système d'information sur les droits et les services auprès des groupes ayant le plus de barrières d'accès (filles et jeunes femmes, travailleuses domestiques, communauté LGBTQI+), à la fois pendant mais aussi avant et après la mobilité : - Mettre en œuvre / s'appuyer / renforcer les programmes de sensibilisation communautaires (radios, mobilisations) sur les droits et services disponibles (projet She Decides et Guichet Unique VBG pour SSRAJ/VBG, programmes de pair-éducation de Arc-en-Ciel et de l'association guinéenne des femmes actives pour les populations clés, etc). - Mettre en place des réseaux communautaires de soutien aux EJM composés des personnes influentes (Imam, prêtre, communicateurs traditionnels, femmes leaders, jeunes leaders, autorités locales, écoles) : orientation des EJM, signalement des victimes (mariage précoce, VBG, traite), médiation familiale, messages de sensibilisation. - Mise en place d'une plateforme digitale facilitant les informations clés : SSRAJ, le genre³², informations sur une migration sûre et ordonnée, informations sur les droits spécifiques (enfant, LGBTQI+, etc), structures de prise en charge, etc. Faciliter sa diffusion via des partenariats avec les structures « points d'entrée » et/ou les établissements scolaires, et compléter si besoin par des séances d'éducation en milieu scolaire.
--	---	---

³² L'application Hello Ado offre déjà des informations sur la SSRJA et le genre (équité, VBG, masculinités positives, etc.) et une géolocalisation des services SSR. Une potentielle collaboration pour introduire l'information sur l'accès des EJM serait utile.



	<p>Les EJM sont très largement victimes de VBG</p>	<p>Appuyer la mise en place d'un centre d'écoute à Mamou pour les victimes de VBG par le Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée et/ou autres acteurs locaux : plaider pour la mise à disposition d'un espace par l'État et équipement en matériel via le projet ;</p> <p>Renforcer les capacités du CECOJE à la prise en charge psychosociale et l'orientation des victimes de VBG.</p> <p>S'appuyer/renforcer le projet She Decides et le projet Guichet Unique VBG pour qu'il soit mis en oeuvre à Mamou et à Conakry (approche communautaire).</p>
	<p>Les solutions de logement d'urgence sont insuffisantes et partiellement adaptées aux besoins des EJM vulnérables (victimes de VBG et mariage précoce, EJM de retour)</p>	<p>Appuyer le renforcement des capacités des dispositifs d'accueil existants (familles d'accueil, équipes des centres d'accueil) en matière de protection liée au genre et à la diversité.</p> <p>Mener un plaidoyer pour l'opérationnalisation et le renforcement des dispositifs d'accueil³³.</p>
	<p>Les filles mineures en situation de prostitution sont particulièrement vulnérables mais ne sont pas bénéficiaires des activités de pair-éducation</p>	<p>Appuyer l'association guinéenne des femmes actives pour élargir le dispositif de pair-éducation aux mineures en situation de prostitution.</p>
	<p>Les populations clés sont particulièrement stigmatisées : l'accès à la santé passe par la mise en place de structures dédiées et sécurisées dans le</p>	<p>Conakry : Appuyer le centre communautaire commun à Arc en Ciel (LGBTQI+) et à l'association guinéenne des femmes actives (prostitution) pour élargir l'offre : soins offerts (santé de base, paludisme, dépistage de l'hépatite, des maladies du</p>

³³ Recommandations détaillées dans la partie Plaidoyer.



	<p>cadre d'une prise en charge holistique de leurs besoins.</p>	<p>colon, du cancer du col de l'utérus, vaccins), mise en place d'un logement d'urgence.</p> <p>Mamou : Étudier les besoins et la faisabilité pour la mise en place à Mamou d'un centre communautaire commun à Arc-en-Ciel et l'association guinéennes des femmes actives, sur le même modèle que celui de Conakry.</p>
	<p>Les besoins spécifiques en matière de santé ne sont pas tous satisfaits du fait de barrières financières</p>	<p>Renforcer les capacités matérielles et techniques des guichets uniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Assurer la prise en charge de soins/kits SMI, SSR et hygiéniques dans les guichets uniques de prise en charge des EJM -Prévoir des bilans de santé gratuits pour les EJM de retour, en coordination avec les structures points d'entrée (OGLMI notamment) pour assurer leur référencement. -Formation des gestionnaires de cas dans les questions de genre, diversité et inclusion ainsi que de l'appui psychosocial et du référencement pour les survivant.e.s de VBG - Dynamisation des espaces/moments d'écoute et de partage entre EJM (en collaboration avec OGLMI et MAEJT), organisation d'évènements d'insertion à travers le jeu
	<p>Les filles et garçons en situation de rue semblent particulièrement vulnérables et ne sont pas pris en charge dans la longue durée</p>	<p>Intégrer la prise en charge de ce profil dans le mandat du guichet unique du CECOJE et explorer les besoins à plus long terme (exemple hébergement).</p>



Education	<p>Les filles mineures ayant été déscolarisées jeunes (mariage précoce, travail domestique) ont besoin de passerelles éducatives pour permettre leur réintégration dans le système éducatif dit « classique » pour celles qui le souhaitent et/ou la passerelle pour la poursuite d'un projet professionnel.</p>	<p>Offrir des cours d'alphabétisation, dans les structures « points d'entrée » et/ou dans les guichets uniques, via la structure MindLeaps par exemple. Pour les filles travailleuses domestiques et en situation de prostitution, assurer que ces cours sont compatibles avec leur activité et ne les mettent pas à risque : organiser les cours dans les locaux de l'OSC, à des horaires compatibles avec leur activité (soir pour les travailleuses domestiques, en journée pour les filles en situation de prostitution).</p> <p>Développer de contenus de « rattrapage » du niveau scolaire sur les matières clés, en lien avec le programme scolaire (dispositifs en présentiel et numérique).</p>
	<p>Les garçons et jeunes hommes de retour ont souvent été déscolarisés jeunes du fait de leur mobilité.</p> <p>L'échec scolaire chez les garçons peut participer à la décision de mobilité.</p>	<p>Intégrer des cours d'alphabétisation dans les cursus de formation professionnelle. Pour les plus jeunes souhaitant poursuivre leurs études, développer des contenus de rattrapage.</p> <p>Proposer des passerelles vers la formation professionnelle (apprentissage).</p>
Insertion Socio-Professionnelle	<p>Les EJM vulnérables ont besoin de dispositifs d'insertion professionnelle adaptés leur permettant de générer des revenus à la fois rapidement et de façon durable.</p>	<p>Offrir/Orienter vers des dispositifs rapides, basés sur la formation professionnelle/l'apprentissage pour pouvoir à la fois se former à un métier tout en ayant des sources de revenus pendant la formation.</p> <p>Privilégier les secteurs porteurs et prioritaires de l'État (agriculture, infrastructure, etc).</p>
	<p>Les filles et les jeunes femmes expriment en très grande majorité des métiers classiques dits des « 3C » (couture, coiffure, cuisine), en grande partie par normes sociales et mimétisme</p>	<p>Accompagner le développement d'un réel projet professionnel, répondant à la fois à leurs envies tout en les ouvrant à d'autres perspectives, et en assurant de réels débouchés : des dispositifs de stages de découverte à d'autres métiers dit moins classiques pour les filles et jeunes femmes car traditionnellement associés aux</p>



	de leur entourage, aux débouchés parfois limités.	hommes, sur des secteurs porteurs et prioritaires de l'État peuvent leur permettre d'affiner leur projet professionnel et leurs envies, hors des schémas classiques.
	La garde d'enfants est une barrière à l'insertion professionnelle des mères de famille sans appui du père.	Mettre en place des crèche avec cantine dans les centres de formation (RIF par exemple) ou les centres communautaires
	Le rythme de travail des filles et jeunes femmes travailleuses domestique ou en situation de prostitution ne leur permet pas de suivre des dispositifs d'insertion classiques.	Proposer des dispositifs hybrides (éducation et insertion) en accord avec leur rythme de travail et leur permettant de développer petit à petit une activité complémentaire pour sortir, pour celles qui le souhaitent, de cette situation. La mise en place de dispositifs de formation digitalisés, sous forme de MOOC, accessibles notamment dans les structures « point d'entrée » mais aussi depuis smartphone, est une solution flexible à laquelle elles peuvent avoir accès quelque soit l'heure. Plusieurs thématiques peuvent être envisagées : ouverture sur différents métiers (à travers des témoignages par exemple), principes de gestion d'une activité, dispositifs de financement, etc.
	Face aux discriminations subies par la communauté LGBTQI+ sur le marché de l'emploi, l'entrepreneuriat semble être le seul débouché	Accompagner au développement d'un projet entrepreneurial à travers des formations à l'entrepreneuriat (business plan, principes de gestion, dispositifs de financement, etc), tout en les accompagnant dans le démarrage de leur activité (tutorat, fonds d'amorçage et/ou accès au micro-crédit).
⇒ Mesures de renforcement transversal des capacités programmatiques		



Renforcement des OSC	L'accès aux services de protection, éducation et insertion professionnelle étant fortement dépendantes des organisations de la société civile.	Renforcer les capacités des OSC en matières de normes et de protection liées au genre et à la diversité, après un diagnostic des besoins précis des différentes structures.
	Si la coordination semble plutôt efficace entre les acteurs « généralistes » (OGLMI, CJLG, etc), les structures « spécialistes » accompagnant un groupe cible en particulier (travailleuses domestiques, filles et jeunes femmes en situation de prostitution, communauté LGBTQI+) semblent moins connaître les différents acteurs de la chaîne de protection et leurs services peuvent être inclus dans le système de référencement.	Renforcer, la connaissance des acteurs et le système de référencement par les OSC pour répondre aux besoins spécifiques en matière de genre et de diversité, à travers la mise à disposition d'une plateforme digitale dédiée aux OSC. Renforcer la collaboration et les mécanismes de référencement avec les acteurs de l'inclusion ayant un accès ou une expertise particulière (facteur de diversité, profil d'EJM, expertise thématique, etc).
	Les EJM vulnérables ont une participation limitée dans la prise de décision concernant leurs droits	Assurer que les acteurs de protection facilitent la participation des EJM plus vulnérables dans la prise de décisions, à la fois au niveau individuel (gestion de cas) et au niveau collectif (identification de leurs besoins et élaboration des propositions).
Digital	Face au manque d'accès à l'information des EJM, le développement d'une plateforme digitale représente une opportunité	Penser la plateforme digitale comme un « guichet unique digital », permettant aux EJM vulnérables (y compris candidats au départ) d'avoir accès à l'information dont ils ont besoin en termes de protection et à des contenus ³⁴ éducatifs et de formation professionnelle adaptés à leurs besoins : protection (informations sur leurs droits et leurs services), éducation (programmes de « rattrapage » de niveau scolaire),

³⁴ Différents contenus dits inclusifs - détaillés dans les recommandations liées aux piliers programmatiques : protection, éducation, insertion professionnelle.



		<p>insertion professionnelle (MOOC). Ajouter dans les informations et formations, des sujets de genre, diversité et inclusion/équité.</p> <p>Mettre en place, dans les structures « points d'entrée » de chaque profil vulnérable (centre communautaire, association), des « espaces digitalisés » : équipés d'ordinateurs et/ou de tablettes, et sous la responsabilité d'un point focal qui aura été formé pour accompagner les EJM, ces espaces leur permettront de se connecter à la plateforme digitale développée dans le cadre du projet, et ainsi d'avoir accès aux différents contenus.</p> <p>Veiller à assurer la participation des filles et des EJM en situation de handicap à travers une offre et une communication inclusive.</p> <p>Inclure des formations sur le genre et la diversité, l'équité et l'inclusion.</p>
	<p>Les OSC ont besoin de renforcer leurs connaissances concernant la protection liées au genre et à la diversité : normes, acteurs, services.</p>	<p>Envisager le développement d'une solution numérique dédiée aux OSC peut permettre : contenus digitaux de formation sur le genre et la diversité, liste des acteurs pour renforcer le référencement et la coordination (en particulier pour les OSC « spécialistes ».)</p>



3.2. Axes de plaidoyer

Suite aux constats de cette analyse genre et diversité, plusieurs thématiques peuvent faire l'objet d'un plaidoyer :

⇒ **Cadre législatif**

- Promouvoir et vulgariser des textes du code pénal, criminalisant certaines violences basées sur le genre dont le mariage d'enfant (Article 319-322 du code pénal), les violences sexuelles (267-269 du code pénal) ;
- Accompagner des initiatives locales à tous les niveaux pour une application effective et stricte des textes de lois protégeant les filles, femmes et les personnes en situation de vulnérabilité.

⇒ **Politiques publiques**

- Soutenir le plaidoyer concernant le fonds d'accompagnement et de réinsertion des Guinéens de retour : pour faciliter le suivi et l'accompagnement pour une prise en charge intégrée des EJM de retour, les OSC plaident pour l'alimentation et le fonctionnement du fonds d'accompagnement et de ré-insertion des Guinéens de retour logé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger (création de centres d'accueil, accompagnement intégré des migrants de retour, développement de dispositifs de formation socio-professionnelle) ;
- Au niveau du FONIJ, fonds national d'insertion des jeunes, plaider pour une opérationnalisation du fonds et des activités inclusives prenant en compte la diversité, le genre et les personnes en situation de vulnérabilité.
- Appuyer la compréhension des réseaux d'exploitation vers les pays du Golfe, en vue de leur démantèlement et d'une meilleure prise en charge des victimes (mécanismes de recrutement, renforcement des mécanismes de prise en charge des victimes de retour) ; coordination entre les acteurs de la société civile de la prévention et de la réinsertion avec les acteurs étatiques de la lutte contre la traite et l'exploitation ;
- Plaider auprès de l'OPROGEM, la DCPAF, la BSPPV pour soutenir les actions des OSC locales pour le démantèlement des réseaux des passeurs ;
- Plaider pour une harmonisation (et pérennisation) de la réponse institutionnelle (MJEJ, MPFEPF+V, MAEGE) afin de mieux répondre aux besoins des EJM tout en optimisant les ressources afin d'éviter la duplication des efforts et la déperdition de l'information entre les différents ministères ;
- Collaborer la COLTE (Coalition des ONG de protection et de promotion des droits de l'enfant luttant contre la traite) pour le suivi des politiques et budgets sensibles au genre en matière de protection des personnes en situation de vulnérabilité ;
- Renforcement du dispositif familles d'accueil, quantitativement et qualitativement : identification et formation sur la protection sensible au genre et à la diversité ; et opérationnalisation de centres de logement d'urgence répondant aux normes de sauvegarde avec espace séparé filles / garçon ; Mise à disposition par l'État d'espaces gérés par des OSC : centre écoute CJFLG à Mamou, centre de logement d'urgence pour la Maison-Mère (Mamou) et Arc-en-Ciel (Conakry), etc ;
- Plaider pour la prise en compte des personnes en situation de handicap dans les collectes de données et dans l'offre de services ;



- Plaider pour la promotion et la mise en œuvre des politiques nationales de lutte contre les VBG et le renforcement du mécanisme du système de référencement des cas de VBG à tous les niveaux ;
- Rejoindre l'initiative « Tous UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes d'ici à 2030 » du Secrétaire général des Nations Unies (coordination nationale des PTF, du ministère de la Promotion féminine et des OSC) ;
- Importance de pouvoir établir des documents médico-légaux dans tout le pays, y compris Mamou, pour que les EJM victimes de VBG puissent revendiquer leurs droits : affectation de médecins légistes ou établissement de procédure permettant aux gynécologues l'établissement de tels documents.
- Rejoindre le plaidoyer sur la stigmatisation par les services de protection (police, justice) des populations clés, mis en place par Plan International et Arc-en-Ciel (actions de sensibilisation et formations) ;
- Doter en équipement (Moto, voiture, matériels informatiques) les services de protection à Mamou dont l'OPROGEM, la BSPPV.

⇒ **Sensibilisation, formation et renforcement des capacités**

- Renforcer les capacités des structures publiques (OPROGEM, BSPPV, FONIJ) en inclusion, genre et accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité ;
- Former des gestionnaires de cas dans les questions de genre, diversité et inclusion ainsi que de l'appui psychosocial et du référencement pour les survivant.e.s de VBG ;
- Capitaliser sur le projet Educaso de l'ONG Equipop pour le renforcement des capacités des acteurs locaux pour faire le plaidoyer et suivre la feuille de route pour l'intégration de l'Éducation complète à la sexualité dans le cursus scolaire³⁵ ;
- Renforcer les capacités des membres du Système de protection de l'Enfance en Guinée (SYPEG) en gestion de cas, référencement et accompagnement des EJM, ainsi qu'en matière de genre et de diversité ;
- Dynamiser des espaces/moments d'écoute, de partage et de sensibilisation entre EJM (en collaboration avec OGLMI et MAEJT) ;
- Mener des campagnes d'information et de sensibilisation communautaires sur les VBG dans les communautés pour un impact réel de communication pour un changement de comportement.

³⁵ <https://equipop.org/educaso-plaidoyer-education-complete-a-la-sexualite>



3.3. Associations, structures et initiatives à potentiel

Structure	Catégorie	Profil / axes d'intervention	Groupes cibles	Zones d'intervention	Contribution envisageable dans le cadre du projet
Organisation Guinéenne de Lutte contre la Migration irrégulière	Protection Insertion professionnelle Plaidoyer	-Accompagnement des migrant-e-s de retour ; Prise en Charge intégrée et référencement ; Sensibilisation communautaire -Plaidoyer et influence pour l'amélioration des politiques	EJM de retour	Conakry Mamou	-Accès gratuit aux services de santé -Plaidoyer et influence pour l'amélioration à l'accès des services spécifiques des EJM -Mobilisation des EJM en collaboration avec MAEJT
Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée	Protection Plaidoyer	Accompagnement et PEC des victimes de VBG -Alerte et sensibilisation communautaire contre les VBG -Plaidoyer et influence pour l'amélioration et la mise en exécution des politiques nationales	Jeunes filles victimes de VBG et/ou de mariage précoce	Conakry Mamou	- Mise en place d'un centre d'écoute et d'orientation pour les filles victimes ou potentielles victimes à Mamou - Programme de sensibilisation communautaire (sensibilisation en milieu scolaire, masculinité positive)
Arc-en-Ciel	Protection	Accompagnement des personnes LGBTQI+ (écoute, soins de santé, pair-éducation, centre communautaire)	LGBTQI+	Conakry (centre communautaire + PE), Mamou (PE seulement à date)	-Appui au centre de santé Arc en Ciel pour élargir l'offre (soins offerts, logement d'urgence) -Déploiement d'un centre communautaire à Mamou (tbc après étude des besoins et faisabilité)



Association guinéenne des femmes actives	Protection	Accompagnement des professionnelles du sexe (pair-éducation, clinique mobile, prévention et soins VIH/sida)	Filles et jeunes femmes en situation de prostitution	Conakry Mamou (seulement pair-éducation)	Élargir les activités de l'association aux mineures Création d'une crèche Cours d'alphabétisation
AFASCO	Protection	Accueil des enfants et jeunes en mobilité Sensibilisation contre les VBG	Enfants et Jeunes Adultes	Mamou, Conakry	Accueil des EJM à travers le centre d'accueil AFASCO
Centre Blue Ecoute	Protection	- Offre gratuite des services de SSR - Ecoute et counseling des Enfants et jeunes sur les SSRAJ	Enfants et jeunes	Conakry	- Offre gratuite des services de planification familiale aux EJM ou potentiels EJM - Ecoute et counseling des Enfants et jeunes sur les SSRAJ
Association des filles et femmes domestiques et migrantes	Protection	Association de défense des droits des travailleuses domestiques	Travailleuses domestiques	Conakry	Dispositifs passerelle d'éducation / insertion professionnelle
Projet Sobela (consortium Atelier Solidaire x OGLMI)	Insertion professionnelle	Programme d'accompagnement de jeunes ouvriers et artisans – Actuellement en phase pilote à Conakry	Adolescent.e.s et jeunes adultes	Conakry	Accélérer le déploiement du programme à Mamou
Reseau des Jeunes Ambassadeurs	Protection Plaidoyer	Plaidoyer pour l'amélioration des services de protections Offre des services de SSRAJ Sensibilisation communautaire sur la DSSRAJ	Filles, Garçons, Jeunes hommes et femmes	Conakry	Offre gratuite des services de SSRAJ aux EJM ou potentiels EJM Plaidoyer pour l'amélioration à l'accès aux services de santé pour les EJM ou potentiels EJM



Maison mère	Protection	- Accompagnement, référencement et PEC intégrée des victimes et potentielles victimes de VBG -Alerte et sensibilisation de la communauté contre les pratiques de VBG	Victimes de VBG	Mamou	-Disponibilisation SSR -Alerte et sensibilisation de la communauté contre les pratiques de VBG qui peuvent causer la mobilité
Guinée Solidarité	Protection Éducation Insertion professionnelle	-Accompagnement des enfants et jeunes en situation de handicap : insertion professionnelle, alphabétisation, et	Personnes en situation de handicap	Mamou	-Accompagnement des enfants et jeunes en situation de handicap et en mobilité à travers des services de santé, d'interprétation, d'éducation à Mamou -Réinsertion socio-professionnelle des EJM en situation de handicap à Mamou -Alphabétisation des EJM en situation de handicap à Mamou

Figure 3-Associations, structures et initiatives à potentiel



Annexes

Annexe 1 - Liste des participant.e.s à l'atelier de pré-diagnostic pays

Prénom, Nom	Structure
Oumou Hawa Diallo	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée
Elhadj Mohamed Diallo	Organisation Guinéenne de lutte contre la migration irrégulière
Ansoumane Camara	Brigade spéciale de protection des personnes vulnérables
Thierno Amadou Barry	Sociologue, Consultant sur les questions jeunes
Aboubacar Toure	Organisation au secours des handicapés de Guinée
Rosaline Millimono	Plan International, spécialiste sur les questions de LGBTQI et PS
Mariama Sidibé	Mouvement Africain d'enfants et jeunes travailleurs
Mory Doumbouya	Terre des Hommes
Almamy Sylla	Office de protection du genre, de l'enfance, et des moeurs



Annexe 3 - Liste des consultations

Focus groups

Dénomination du groupe d'EJM	Composition du focus group	Organisation partenaire de mobilisation
Jeunes garçons EJM de retour (Mamou)	8 participants Age : 20-24 ans	OGLMI
Jeunes Garçons sur le départ (Mamou)	7 participants Age : 19-23 ans	OGLMI
Jeunes filles victime de mariage forcé, VBG de retour (Mamou)	7 participantes Age : 16-24 ans	Club des Jeunes Filles et OGLMI
Jeunes Filles sur le départ (Mamou)	7 participantes Age : 16-24 ans	OGLMI
Jeunes Filles exploitée comme domestiques (Conakry)	6 participantes 16- 24 ans	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée et Association des filles et femmes domestiques et migrantes
Jeunes filles de retour, victimes d'exploitation domestiques dans les pays du Golfe (Conakry)	8 participantes Age : 20-24 ans	OGLMI
LGBTQI hommes (Conakry)	7 participants Age :20-24 ans	Afrique Arc-En-Ciel
Filles et jeunes femmes en situation de prostitution (Conakry)	6 participantes 20-24 ans	Association des femmes actives

Entretiens

Prénom, Nom	Structure
Fodé Bangali Keita	Brigade spéciale de protection des personnes vulnérables (BSPPV) - Mamou
Alpha Bangoura	Office de protection, du genre, de l'enfance et des mœurs (OPROGEM) - Mamou
Hadja Bailo Sacko	Maison mère
Mamadou Alpha Diallo	Directeur préfectoral de la jeunesse de Mamou
Ousmane Sow	MAEJT Mamou
Saidou Barry	Organisation Guinéenne contre la Migration Irrégulière et gestionnaire de cas Protejem - Mamou
David Diarra	Chargé de projet Protejem - Mamou
Mamadou Oury Barry	Chargé de réintégration, OIM Mamou
Ansoumane Camara	Brigade spéciale de protection des personnes vulnérables Conakry (BSPPV)



Elhadj	Organisation Guinéenne pour la lutte contre la Migration irrégulière - Conakry
Almamy Sylla	Office de protection, du genre, de l'enfance et des mœurs (OPROGEM) - Conakry
Asmaou Bah	Association des filles et femmes domestiques et migrantes
Alphonse Balamou	Afrique Arc-En-Ciel
Fatim Diallo	Association guinéennes des femmes actives
Ibrahima Saikou	Aide aux enfants déshérités
Oumou Hawa Diallo	Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée



Annexe 4 - Bibliographie

- *Enfants et Jeunes Migrants et Déplacés en Guinée: Profils, Itinéraires, Protection et Besoins*- Mixed Migration Center (2021).
- *Rapport d'évaluation de la dynamique migratoire-Préfecture de Mamou* – OIM (2022)
- *Rapport sur le suivi des flux de populations* - OIM, Novembre 2022
- *Jeunes en mobilité en Afrique de l'Ouest*. - Save the Children - Mixed Migration Center (2018).
- *Rapport régional de synthèse : « Quelles protection pour les enfants concernés par la mobilité en Afrique de l'Ouest. Nos positions et recommandations. »* - Projet « Mobilités ».
- *Guinée : les retournés* – Arte Reportage (2022)

